

Une nouvelle étude sur la vente de cannabis se prépare à Bienne

Recherche Après l'étude «SCRIPT», Bienne pourrait accueillir un nouvel essai sur le cannabis. Le projet vise à comparer vente en ligne et point de vente encadré pour mieux comprendre l'effets des modes de distribution sur la consommation.

Maeva Pleines

Une nouvelle étude sur le cannabis pourrait bien voir le jour à Bienne. Ce mercredi, le Conseil municipal a communiqué son avis favorable à l'essai pilote nommé «CAN-Biel». Il s'agira de comparer deux systèmes de distribution: d'une part, un point de vente avec du personnel dûment formé et un espace de consommation attendant et, d'autre part, une boutique en ligne propre au projet sans accès à un espace de consommation (uniquement possible à domicile dans ce cas).

Pour rappel, un essai pilote de vente régulée, intitulé «SCRIPT», se tient déjà depuis 2024 notamment à la pharmacie Dufour (lire par ailleurs). «Notre approche innove en analysant les effets de la vente en ligne – quasi omniprésente de nos jours», fait valoir Florian Wehrli, à l'origine du projet.

Ce Jurassien bernois s'intéresse au sujet depuis de nombreuses années. Il a notamment mené des recherches dans un EMS d'Anet (Ins) sur le potentiel du THC contre la démence. «Plus jeune, j'ai moi-même été consommateur. J'ai pu constater le problème de première main. Etant désormais papa, la sensibilisation me tient à cœur», partage-t-il.

Si l'essai pilote attend encore le feu vert du canton de Berne, les démarches sont déjà bien avancées. L'initiative a été validée par l'Office fédéral de la santé publique, la Commission d'éthique suisse et la Police cantonale bernoise. L'équipe a même lancé des travaux dans un local biennois, au numéro 5 de la rue Adam-Friedrich-Molz, où un fumoir sera aussi installé. «Nous



Cet essai pilote vise à récolter des informations sur la meilleure manière de réduire l'usage problématique de la marijuana.

Pexels

Etude «SCRIPT» prolongée pour deux ans de plus

L'essai pilote «SCRIPT», qui devait prendre fin en 2026, a été officiellement prolongé jusqu'en octobre 2028. Cela permettra aux 1177 personnes qui participent à l'étude (dont 916 à Berne et à Bienne) de bénéficier de l'offre en pharmacie pendant deux années supplémentaires, avec une gamme enrichie. Des résultats intermédiaires ont déjà été publiés sur le site de l'étude et les premiers résultats principaux sont attendus dès cet été.

sommes confiants de pouvoir lancer notre essai pilote, idéalement encore en 2026», anticipe le responsable du projet.

Pour mieux comprendre

Contrairement à l'étude «SCRIPT», financée par l'Université de Berne avec la contribution de la Ville, «CAN-Biel» repose exclusivement sur des fonds privés. Des contrats ont néanmoins été conclus avec les Universités de Berne et de Zurich qui assureront la supervision scientifique du projet. Un protocole de recherche a ainsi été mis en place. «Nous répartirons aléatoirement 226 participantes et participants dans deux groupes de consommation. Elles et ils répondront régulièrement à un questionnaire pour déterminer la potentielle évolution de leur consumma-

“ Nous sommes confiants de pouvoir concrétiser notre essai pilote, idéalement encore en 2026.”

Florian Wehrli
Responsable du projet pilote

tion sur une période maximale de cinq ans», décrit Florian Wehrli.

Les participants devront impérativement être majeurs et déjà consommateurs de cannabis. Ils pourront s'inscrire via une plateforme en ligne et devront suivre une séance obligatoire d'information et de prévention. Ensuite, ils seront notamment interrogés sur la manière dont ils ingèrent le THC. De fait, tous les modes de consommation ne se valent pas. La combustion (joint ou pipe) est généralement plus nocive pour les voies respiratoires que la vaporisation ou l'ingestion (huile ou gâteau).

«Par exemple, nous observerons si l'accès légal les encourage à renoncer au mélange avec le tabac au profit de formes de consommation moins nocives, afin de dé-

terminer si les comportements changent davantage lorsque les ventes sont accompagnées de conseils, en personne ou en ligne», explique le chef de projet. Il souligne que toutes les données seront anonymisées et utilisées exclusivement aux fins de l'étude.

Avec le soutien de la Ville

Cet essai pilote vise à récolter des informations sur la meilleure manière de réduire l'usage problématique de la marijuana. Les conclusions permettront d'alimenter le débat politique et sociétal pour savoir s'il faut réguler ou non et comment. La prise de position positive de la Ville de Bienne ne constitue pas une surprise. «L'Exécutif soutient depuis plusieurs années, à une large majorité et au-delà des clivages politiques, les projets pilotes liés

au cannabis», rappelle le secrétaire général de l'Action sociale et de la sécurité, René Merz.

En octobre 2025, le Conseil municipal a également soutenu l'avant-projet de nouvelle loi fédérale sur les produits cannabiques, qui vise à accorder aux adultes un accès strictement réglementé au cannabis, tout en plaçant la protection de la jeunesse et la santé publique au centre. Le texte prévoit notamment la levée de l'interdiction du cannabis, tout en maintenant son statut de stupéfiant et en encadrant strictement sa culture, sa fabrication et sa vente. «Dans ce contexte, le projet «CAN-Biel» est perçu comme complémentaire à «SCRIPT», en raison de son approche scientifique différente, notamment par la comparaison entre vente physique et vente en ligne», conclut René Merz.

Des progrès pour les familles

Canton de Berne La Direction de l'intérieur et de la justice présente son bilan.

La Direction de l'intérieur et de la justice (DIJ) a présenté le bilan de la législature 2022/26. Sous la direction de la conseillère d'Etat Evi Allemann, plusieurs avancées sont relevées dans les domaines de la politique familiale, du développement durable et de la transformation numérique.

En 2023, le Conseil exécutif a décidé d'affecter davantage de moyens à la réduction des primes d'assurance maladie pour les familles. Environ 44'000 personnes ou 17'000 ménages supplémentaires profitent ainsi de la réduction des primes. La DIJ a également lancé le premier portail numérique de Suisse pour la réduction des primes, qui permet aux habitants de s'informer

facilement et rapidement sur leurs droits dans ce domaine.

Sur le plan du développement territorial, la DIJ indique que la protection du climat et la transition énergétique sont mieux intégrées dans l'urbanisation et l'aménagement du territoire. De nouveaux outils, tels que le controlling du plan directeur 2024 et un guide pour les communes, visent à rendre le milieu bâti plus résilient aux changements climatiques.

La numérisation des services publics a également progressé, avec des démarches accessibles en ligne dans les domaines de la réduction des primes, de la construction et du registre foncier. La révision de la loi cantonale sur la protection des données a permis de

moderniser le traitement des données sensibles.

Enfin, la DIJ signale des avancées sur des dossiers anciens. La situation du terrain de camping du Fanel a été régularisée pour usage conforme à la protection de la nature et l'aire de transit de Wileroltigen offre un séjour légal aux gens du voyage étrangers.

«En tant que conseillère d'Etat, il est de ma responsabilité de relever les défis et de rechercher activement des solutions avec les spécialistes et les partenaires de la Direction. Les progrès accomplis m'encouragent à poursuivre sur cette lancée. Celle d'un canton de Berne encore plus attrayant, aussi bien pour la qualité de vie, que pour le logement ou le travail», résume Evi Allemann. c-fga

Soutien local pour la SSR

Redevance radio-TV

Avant la votation du 8 mars où les citoyens suisses s'exprimeront sur l'initiative populaire «200 francs, ça suffit!», un comité de soutien a été constitué pour la région.

A l'approche de la votation fédérale du 8 mars 2026 sur l'initiative populaire «200 francs, ça suffit!», un comité de soutien à la SSR a été constitué pour la région Bienne-Seeland-Grand Chasseral. Le comité rassemble des personnalités de la société civile, de l'économie, de la culture, du sport et du monde associatif. Il se prononce en faveur du maintien

d'un service public audiovisuel fort et accessible, en particulier pour les régions bilingues et périphériques.

Selon ses membres, l'initiative «200 francs, ça suffit!» entraînerait une réduction massive des ressources de la SSR, avec plusieurs conséquences: affaiblissement de l'offre régionale et bilingue, concentration des moyens dans les grands centres urbains, diminution des contenus d'information, de culture et de sport, ainsi que des impacts négatifs sur l'emploi et la diversité médiatique.

Le comité appelle la population à s'informer, participer aux débats publics et s'engager activement dans la campagne. Il est coordonné par Bryan Manzoni, et comprend notamment Hervé Gullotti, maire de Tramelan, et Stéphanie Méritat, co-

présidente du HC Bienne, ainsi qu'une trentaine d'autres personnalités locales.

Organisation de deux débats publics contradictoires

La SSR BE et son homologue germanophone de Berne, Fribourg et Valais organiseront deux débats publics contradictoires dans la région: un premier, bilingue, à Bienne le 29 janvier 2026 à 18h à l'Aula du Gymnase, avec Jean-Michel Cina (SSR), Manfred Bühler (UDC), Pierre-Yves Maillard (PS/VD), Virginie Borel et David Biner, animé par Dominique Antenen, et un second à Saint-Imier le 23 février à 18h au Centre de Culture et de Loisirs, avec Pascal Crittin (RTS), Manfred Bühler (UDC), Stéphanie Méritat et Hervé Gullotti, animé par Olivier Zahno, rédacteur en chef de RJB. c-fga